

Édito

L'intégration régionale, un atout pour l'émergence de l'Afrique de l'Ouest



Claude Fischer
Directrice des
Entretiens Européens
et Eurafricains

La deuxième édition des Entretiens Eurafricains s'est tenue à Paris les 6 et 7 mars 2017. Les institutions africaines et européennes ont débattu avec les acteurs de la société civile de plusieurs pays d'Europe et d'Afrique. Les politiques économiques et monétaires, les réformes à engager pour créer des marchés attractifs pour les investisseurs, la mise en place de politiques industrielles et de services pour faire émerger les projets et les financer en Afrique de l'Ouest, ont fait l'objet d'échanges passionnants entre les intervenants dont le choix, la qualité et la diversité ont été salués unanimement.

Les Etats s'organisent à l'échelle régionale

En Afrique de l'Ouest, l'UEMOA et la CEDEAO deviennent des espaces plus intégrés, où les échanges commerciaux sont les plus dynamiques d'Afrique. Mais on est loin encore de l'Europe comme nous l'a dit Marcel de Souza, le président de la Commission de la CEDEAO, et les handicaps sont multiples parmi lesquels ceux des frontières et des barrières tarifaires et non-tarifaires. Quant à l'Union européenne, attention au risque de dislocation avec les tentations de replis nationaux... Après 70 ans, il faut la refonder. Si les expériences doivent servir aux uns et aux autres, chacun devra inventer son propre modèle, a insisté Philippe Herzog.

Un début d'appropriation sociale des enjeux économiques et monétaires

Les enjeux économiques et monétaires sont étroitement liés aux défis sociaux pour la croissance, l'activité et l'emploi. Or, ils sont souvent confisqués par les Etats et les institutions. Les débats ont permis un début d'appropriation sociale. Le tabou a été levé par Mamadou Lamine Diallo et Ahmadou Al Aminou Lo, le représentant de la BCEAO qui a proposé de poursuivre et développer le dialogue pour qu'il devienne plus constructif, les interventions sur la réforme du franc CFA étant typiques d'un débat où les positions s'opposent et les confrontations sont encore conflictuelles.

L'investissement, moteur de la croissance

De ce point de vue, le dialogue sur l'investissement a été positif : alors qu'ils se désengagent et que les autres régions du monde, comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Turquie, arrivent en Afrique, comment aider les Européens à investir en Afrique de l'Ouest ? Les entreprises européennes, comme Eiffage, Sogea-Satom, la Société Générale, Gras-Savoie et Orange ont témoigné de leur engagement, et les jeunes entrepreneurs africains de leur détermination. Les besoins sont massifs dans la formation/éducation, dans les infrastructures de base, dans les secteurs industriels et les services, et la consolidation de la Bourse régionale est un atout pour bâtir un marché de capitaux, comme l'a expliqué son directeur général Edoh Kossi Amenounve, et permettre aux entreprises et banques africaines elles-mêmes de lever des fonds et d'investir.

Bâtir de nouvelles relations entre l'Europe et l'Afrique

Pour permettre à l'Afrique de l'Ouest de créer les conditions de son attractivité et d'une croissance inclusive, son intégration plus solidaire est un choix que les Etats africains doivent faire. Or, il n'existe pas de budget et de fonds de productivité qui - comme l'a proposé Kako Nubukpo - permettraient de financer des projets transfrontières et le rattrapage des pays les moins développés. Comment créer une gouvernance qui mette l'intérêt régional au cœur des critères d'aides et de soutiens ? L'Europe pourrait transformer ses aides publiques au développement et créer des effets levier de fonds privés pour contribuer à la construction de biens communs et d'infrastructures de réseaux sur le marché régional. Il faut développer des PPP, sortir d'une « culture en silos » et bâtir des partenariats sur les territoires entre les acteurs et entre les secteurs.

L'union régionale au cœur de la 3^{ème} édition des Entretiens Eurafricains à Dakar

ASCPE et EURAFRIQUE 21 ont proposé à leurs partenaires de poursuivre les échanges lors de la 3^{ème} édition des Entretiens Eurafricains qui aura lieu au Sénégal en 2018 : « L'Union régionale, un moteur pour la solidarité et la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest ». Au cœur des débats : l'invention d'une « démocratie partenariale », décloisonnée et décentralisée, où les Etats et les institutions travaillent avec la société et dans le cadre de nouvelles relations avec l'Union européenne. Rendez-vous les 6 et 7 février à Dakar !



Durant deux jours, 300 personnes dont 54 intervenants de haut niveau de plusieurs pays d'Afrique et d'Europe se sont rassemblées à la Maison des Travaux Publics en plein cœur des Champs Elysées à Paris, pour débattre des politiques publiques et de régulation favorisant l'émergence de l'Afrique de l'Ouest.

au sommaire

En pages 2 et 3

- L'émergence de l'Afrique dans le monde

En pages 4 et 5

- Le rôle des institutions régionales pour un marché attractif

En pages 6 et 7

- Monnaie : le débat se poursuit

En page 8

- Décentralisation et régionalisation

- Les jeunes débattent

En pages 9, 10 et 11

- Bâtir un système financier et des industries pour le développement

En page 12

- Investir dans la culture

Les Suppléments de La Lettre

- Cinéma :
Une semaine très fraternelle
- Les Rencontres Eurafricaines
Ouagadougou - juillet 2017

Dans ce numéro

Pour un développement plus endogène

Des investissements massifs, en priorité dans l'éducation et la formation, sont nécessaires pour actionner les leviers d'une croissance africaine plus inclusive. L'Europe doit aider l'Afrique à rejoindre les « frontières éducative et environnementale ».

L'Afrique sera de plus en plus « le » continent du XXI^{ème} siècle grâce à son dynamisme démographique, à ses perspectives de croissance, à son rôle géopolitique croissant. Le potentiel de développement, les bouleversements technologiques, la qualité du capital humain créent les conditions d'une croissance plus endogène. Mais celles-ci ne seront transformées en résultats que si les politiques publiques d'accompagnement sont de qualité.

Les défis du court terme

Jusqu'en 2015, avec des croissances annuelles moyennes de 5%, l'Afrique a fait preuve d'une grande résilience vis-à-vis de la crise mondiale et des chocs macro-économiques. Cela n'est plus vrai. En 2016, la croissance en Afrique sub-saharienne n'a été que de 1,4% contre 3,1% pour le monde. En 2017, l'écart devrait rester dans le même sens : 2,6% en moyenne pour l'Afrique, 3,5% pour le monde. Selon le FMI, ce n'est qu'en 2018 que les deux chiffres devraient à peu près converger.

L'Afrique subit les effets du ralentissement dans les pays (Chine et certains émergents) avec lesquels elle a développé des relations privilégiées, mais aussi les conséquences des

à-coups de la reprise américaine et de la modération du rebond en Europe. L'insécurité ambiante et la menace terroriste pèsent partout, et encore plus directement sur le continent africain. L'Afrique suit de près les inflexions de la politique monétaire américaine et d'encore plus près la volatilité des prix des matières premières qui provoque d'intenses effets de redistribution entre gagnants et perdants.

Sur des sujets essentiels pour son devenir, comme les prix de l'énergie, les taux de change ou les questions financières internationales, l'Afrique est trop réduite au rôle de spectatrice engagée. Sa représentation au G20 doit absolument être accrue et l'Afrique du Sud, seul représentant actuel, rejointe par deux ou trois autres pays africains, quitte à rater la représentation de l'Europe et de l'Asie.

Les leviers de la croissance

La compétitivité des territoires dépend de plus en plus de l'aptitude à relever les défis de l'innovation, de l'éducation et la formation. Beaucoup de pays africains sont sur la frontière technologique : pour les technologies de l'information et de la communication, ils ont brûlé les étapes et n'ont pas à rougir de comparaisons avec les pays les plus avancés. En revanche, en matière d'éducation et de formation, ils doivent investir massivement afin de se rapprocher de la « frontière éducative ». Former plus de talents, savoir les retenir ou les faire revenir, sera le levier d'une croissance africaine plus endogène.



Christian de Boissieu
Professeur à l'Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne) et au Collège d'Europe de Bruges

De même, l'Afrique doit tout faire pour se rapprocher de la « frontière environnementale ». Elle a adhéré à la démarche et aux objectifs de la COP21 et accueilli la COP22 à Marrakech. Le Maroc est en pointe dans l'essor des énergies renouvelables et dans la lutte contre le changement climatique. Grâce à ses liens étroits avec l'Afrique sub-saharienne, il peut, avec d'autres pays du continent, entraîner les autres. Politique énergétique et lutte contre les inégalités (sociales, territoriales,...) sont liées pour favoriser un développement plus inclusif.

L'Europe doit aider l'Afrique à rester sur la frontière technologique et à rejoindre les frontières éducative et environnementale, par des transferts technologiques et financiers mais aussi par la multiplication de coopérations et de partenariats. De son côté, l'Afrique ne saurait négliger le potentiel d'une intégration régionale plus poussée dans plusieurs sous-régions. Il est fréquent d'évoquer le coût de la non-Europe sur la défense, la sécurité, la politique migratoire,... Il faut avoir en tête le coût de la non-Afrique sur les mêmes sujets et pas mal d'autres thèmes !

Sortir des sentiers battus



Pascal Agboyibor
Associé du Cabinet Orrick & Sutcliffe

L'avocat d'affaires Pascal Agboyibor est très souvent en Afrique. Lors des Entretiens Eurafriains de Paris, il a versé au débat des interrogations sur des points-clés pour la croissance ouest-africaine.

Je ne suis pas économiste mais comme citoyen, je m'interroge sur la fiabilité des statistiques économiques, surtout quand il s'agit de l'Afrique. Je me suis exprimé dans ce sens sur RFI début 2017. Il suffit d'aller sur le terrain, comme je le fais très souvent, pour constater le foisonnement d'initiatives entrepreneuriales, la hausse des taux de pénétration des télécoms et de l'électrification, le développement de l'éducation, la construction de routes... Il ne s'agit pas, bien sûr, de nier les difficultés et la misère, qui expliquent en partie les crises migratoires. Mais il convient de questionner les bases sur lesquelles les statistiques sont fondées.

Je m'interroge également sur l'engagement des dirigeants africains sur la scène internationale, par exemple quand il s'agit de discuter de grands projets d'infrastructures. Se donnent-ils les moyens de faire valoir une position originale africaine ? Il y a une sorte de suivisme qui n'aidera pas à changer de paradigme. Les gouvernements et les élites ne sortent pas des sentiers battus. On continue de penser que pour électrifier des pays, il faut importer le cuivre d'Inde ou de Chine alors qu'on en a en Zambie et en RDC. On pourrait multiplier les exemples de ce type à l'infini. Il faut prendre en compte les réalités africaines. Il est sidérant de constater que l'on n'intègre dans aucun modèle financier ni dans aucune projection l'industrialisation de l'Afrique.

Concernant les relations UE/Afrique, j'observe un mouvement constant depuis plus de 10 ans. La Chine et le Japon, dont on parle moins, sont présents dans le domaine des infrastructures. Sur chaque grand projet, ce sont toujours les Chinois qui confirment leur possibilité de concrétiser. Les Européens doivent accélérer la mise en œuvre de leur politique.

Sur les enjeux des investissements, je relève

deux points. Premièrement, il est essentiel que les instruments nécessaires au financement des PME connaissent une accélération. Il faut un tissu industriel pour que les acteurs africains soient des sous-traitants dans les grands projets d'infrastructures. Deuxièmement, sur certains projets, beaucoup de temps est perdu en procédures. Il faut faire l'effort de revisiter les procédures et la passation de marchés.

Les Entretiens Européens & Eurafriains

Les Entretiens Eurafriains de Paris

Demandez les actes où vous trouverez l'intégralité des interventions

Prix : 7 euros.
contact@entretiens-europeens.org

Afrique-Europe : à chacune son modèle de croissance, en coopération



Philippe Herzog
Ancien député européen
et conseiller auprès de la
Commission européenne.

L'Afrique et l'Europe partagent une histoire commune. Pour autant, transposer le modèle européen en Afrique n'est pas souhaitable. L'Afrique doit inventer son propre modèle et une stratégie originale d'insertion dans le monde. La relation Europe-Afrique mérite d'être renouvelée pour reposer sur une coopération favorable au co-développement.

Les Européens ne parviennent pas à faire face aux grands enjeux globaux de notre temps, notamment climatiques, ni à établir des solidarités solides sur leur propre continent. Les modèles sont nationaux, ils reposent (plus ou moins selon les pays) sur une forte dissociation entre l'économique et le social. C'est une tare majeure qu'il ne faut pas reproduire.

Le rattrapage économique des Etats en développement ne pourra se faire en transposant ce modèle. L'Afrique aspire à sortir d'une rela-

tion néocoloniale sur les plans économique et plus encore culturel. Or, les asymétries sont criantes. Les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique illustrent la dépendance de l'Afrique aux importations de produits et de biens¹. Sur le plan financier aussi, les inégalités sont profondes : l'Afrique ne dispose pas de puissance monétaire, comme l'Europe avec l'euro ou les Etats-Unis avec le dollar. Le franc CFA est lié à l'euro mais et, malgré un taux de croissance élevé, la monnaie ne favorise pas une croissance endogène et inclusive.

Créer des complémentarités

Il est donc urgent de renouveler nos relations et de les fonder sur un co-développement en travaillant à la complémentarité des modèles. L'Europe doit devenir un partenaire pour l'Afrique, l'accompagner dans le passage au numérique et dans l'accès aux biens communs – énergie, transports, santé, éducation – par la création de partenariats public-privé et des infrastructures nécessaires.

Les investissements directs européens sont faibles en Afrique (2%)², et celle-ci doit créer les conditions de son attractivité en s'appuyant sur sa croissance démographique et en accompagnant les femmes et les jeunes dans la formation et l'emploi. Leur culture

d'autoentrepreneur est un formidable atout mais le continent africain doit préserver sa culture de la solidarité.

Pour un accord UE-CEDEAO

L'Europe doit également redéfinir son modèle. Soixante ans après le Traité de Rome, dans le contexte du Brexit, il lui faut se réinventer et se repositionner dans le monde. La nécessaire refondation de ses alliances est l'occasion de repenser sa relation avec l'Afrique. Elle pourrait négocier un accord bilatéral avec la CEDEAO, ou encore encourager l'Afrique à entrer dans une logique de sécurité collective.

Le système international lui-même est en pleine mutation. L'Afrique peut en saisir les opportunités pour inventer sa propre stratégie d'insertion dans la division internationale du travail et dans les grandes institutions internationales. La période de crise que traversent ces institutions, encore plus grave depuis l'élection de Donald Trump, est idéale pour que l'Afrique prenne pleinement sa place. L'Afrique doit viser une triangulation de ses relations extérieures : un face-à-face avec l'Europe ne suffit pas.

Enfin, il est nécessaire qu'elle se régionalise. L'Europe pourrait nouer avec elle une relation de voisinage, d'Etats associés. Car l'heure n'est plus à la souveraineté rigide ni au fédéralisme, mais aux solidarités différenciées. Celles-ci sont à bâtir à l'échelle du continent africain mais aussi dans la relation entre l'Europe et l'Afrique.

¹ Les échanges sont équilibrés légèrement en faveur de l'Afrique, mais celle-ci n'exporte que ses matières premières. Les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique s'élevaient à 54 Mds d'euros en 2014 (Insee)

² S'ils ont crû de +36 % en 2015 à travers le monde pour atteindre 1 700 mds \$, les investissements directs étrangers (IDE) reculent en Afrique à 38 mds \$ en 2015 alors qu'ils étaient supérieurs à 50 mds \$ depuis 3 ans. En cause, le recul des investissements dans les matières premières. Cf. Jeune Afrique - Janvier 2016.

Les EEA : Une contribution très utile

Le MAEDI soutient les Entretiens Eurafriains depuis leur création en 2014 parce que nous pensons que c'est une contribution très intéressante et très utile à la réflexion sur le dialogue public-privé, UE-Afrique et à la construction de nouvelles coopérations entre les acteurs des deux continents.

Depuis le Sommet de l'Élysée de 2013 des objectifs ambitieux ont été fixés, comme le doublement de nos moyens d'intervention en Afrique ou la création de la fondation AfricaFrance pour renforcer les échanges humains. Il y a une communauté de destin entre l'Afrique et l'Europe. La crise migratoire en a été le révélateur.

Notre impératif politique est d'accompagner l'Afrique vers une croissance durable et inclusive, en écho aux priorités fixées par les pays africains. La France est à l'écoute des évolutions du continent africain : l'urbanisation, la numérisation, les nouveaux modes de consommation, l'enjeu démographique, le changement climatique. Nous voulons être partie prenante à ces évolutions pour accompagner l'émergence de l'Afrique.

Le sommet Afrique/France de Bamako, en janvier 2017, a été un succès. Il a fait la part belle aux enjeux sécuritaires, économiques et de développement. De nouveaux enga-



Gautier Mignot
Directeur général adjoint
de la Mondialisation au
ministère des Affaires
étrangères et
du Développement
international - MAEDI

gements ont été pris, notamment rehausser notre effort d'aide au développement de 5 Mds € par an à partir de 2019. La création d'un fonds d'investissement pour les PME de 76 M€, la pérennisation du sommet du numérique, la mobilisation de l'expertise et de l'investissement des diasporas africaines ont été annoncées.

En novembre, le nouveau sommet UE/Afrique d'Abidjan sera une étape importante. Il faut réaffirmer la force du partenariat eurafricain. Pour cela, il y a besoin d'événements comme les Entretiens Eurafriains.

(Extraits de l'intervention du 6.03.2017 à l'ouverture des Entretiens Eurafriains).

*Gautier Mignot a été récemment nommé Ambassadeur de France en Colombie. Le nom du ministère est désormais : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.



Il a dit

« Il faut des politiques publiques de structures, créer un écosystème favorable à l'investissement. Cela signifie un cadre politique stable, un système financier efficient, un capital humain, et enfin des infrastructures. C'est un élément décisif pour la compétitivité »



Julien Guez, directeur général de la FNTP, qui a accueilli les 300 participants des Entretiens Eurafriains de Paris.

Notre communauté avance !



Marcel De Souza
Président de la
Commission de la
CEDEAO

Dans son intervention, le président de la commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest a défendu avec force l'intégration économique régionale pour offrir des perspectives de développement à tous les pays de la zone.

En créant la CEDEAO le 28 mai 1975, les Pères fondateurs ont souhaité bâtir un destin et un marché communs, avec une union douanière, une monnaie commune et une zone de libre-échange, et fonder une 16^{ème} économie pour les 15 Etats membres. Plus de 40 ans après, notre communauté avance. Prenons quelques exemples. En matière de libre circulation des personnes, les mouvements intracommunautaires sont 7,5 fois plus élevés à l'intérieur de la CEDEAO que dans le reste de l'Afrique, selon une enquête de 2015. Aujourd'hui, on peut circuler de Dakar au Nigéria sans avoir besoin de visa. Notre tarif extérieur commun, avec 5 taux différenciés, est une avancée en faveur d'une politique industrielle régionale. La récente crise gambienne a montré qu'il était possible de concilier diplomatie préventive, dialogue, ultime négociation et solution militaire pour débouter un dictateur présent depuis 22 ans sans effusion de sang ni intervention extérieure.

Assurer la paix et la sécurité

Des Etats comme le Maroc¹ et la Tunisie souhaitent devenir membres de notre communauté, la Mauritanie veut revenir. Il y a un engouement pour la CEDEAO ! Certes la zone connaît de nombreuses disparités, entre le Nigéria et ses 200 millions d'habitants et les îles du Cap Vert et leurs 500 000 d'habitants, et les économies ne sont pas convergentes. Le niveau des échanges communautaires (15 Mds\$ en 2015, soit près de 15% des échanges des différents pays avec le reste du monde) reste faible. Les défis sont nombreux et nous devons les relever car nous croyons aux vertus de l'intégration économique régionale pour offrir des perspectives de développement à tous les pays. En priorité, nous devons assurer la paix et la sécurité. Nous avons ainsi révisé notre traité pour intégrer cet impératif et mis au point un système d'« Early Warning » qui permet, par exemple, de déclencher rapidement une diplomatie préventive en cas de risque politique.

Surmonter les obstacles

Si la question sécuritaire constitue le premier frein à l'intégration régionale, d'autres obstacles restent à surmonter. Tout d'abord les barrières tarifaires et non tarifaires. Elles consti-

tuent un véritable handicap, tout comme les tracasseries sur les routes et aux frontières, qui s'accompagnent d'une incroyable corruption (lire l'encadré « Taxi CEDEAO » en page 5).

Par ailleurs, nos administrations ne sont pas programmées pour être au service de tous et surtout du secteur privé qui doit bénéficier d'un environnement favorable pour créer des PME/PMI. Et la mise en œuvre différenciée des textes reste un réel problème.

Nous devons également mettre en place un système d'éducation qui encourage les compétences techniques et entrepreneuriales. Nos universités forment encore à 90 % à l'enseignement général.

Enfin, le problème des infrastructures de transport et d'énergie demeure un obstacle majeur à l'intégration économique. Le projet de construction de la route Abidjan - Lagos traîne depuis 20 ans ! Il est difficile de se déplacer à l'intérieur de la zone via les transports aériens. Et, sans électricité à bas prix et de bonne qualité, nous ne parviendrons pas à transformer les produits et à créer des emplois.

Diversifier les économies

La transformation des matières premières et la diversification des productions, pour créer nos propres valeurs ajoutées, sont un impératif pour développer la zone. Pourquoi ne faisons-nous qu'exporter l'uranium alors que Niamey possède le tiers des réserves mondiales ? Pourquoi ne transformons-nous que 5% du coton produit dans la zone ou 10% du cacao de Côte d'Ivoire ? Les pays de la CEDEAO ont un réel potentiel agricole avec 80 % de terres arables mais seulement 20 % sont mises en valeur.

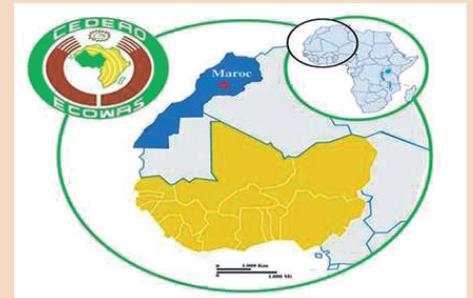
Il revient à la CEDEAO de mettre en place une politique économique avec des pôles de croissance sur la base d'avantages comparatifs pour s'engager dans la diversification de nos économies. Il lui incombe aussi de poursuivre les négociations commerciales avec l'Union européenne et d'aller vers la signature d'un APE (Accord de partenariat économique) régional. Dans la mondialisation, nous devons avancer ensemble pour bâtir une véritable croissance.

¹ Lire ci-contre

Les pays de la CEDEAO

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest est une organisation intergouvernementale établie le 28 mai 1975 par le Traité de Lagos. Elle siège à Abuja (Nigéria) et réunit 15 Etats membres : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. La Mauritanie a quitté l'organisation en 2000. Le Maroc va la rejoindre (lire l'article dans cette page). La Commission de la CEDEAO est la principale entité chargée de la mise en œuvre des politiques et mesures adoptées par la Conférence des chefs d'Etats et le conseil des ministres. Elle est composée de neuf commissaires issus à tour de rôle des pays membres.

Le Maroc, futur membre de la CEDEAO



Espace CEDEAO + Maroc

Lors du Sommet de Monrovia le 4 juin 2017, la CEDEAO a donné son accord de principe à la demande d'adhésion du Maroc. Le Centre marocain de conjoncture (CMC) consacre le n°291 de sa lettre mensuelle « Maroc Conjoncture » à ce sujet, en pointant les opportunités et les défis pour le Royaume.

Le volume des échanges du Maroc avec l'ensemble du continent africain représente 7% du volume total de ses transactions extérieures (39,9 milliards de DH en 2015) contre 4,4% en 1998 (7,3 milliards de DH). Ce niveau est encore faible mais la dynamique du commerce est soutenue, comme en témoigne la croissance annuelle moyenne (11,5% avec l'Afrique contre 8,3% pour le reste du monde). Avec la perspective d'intégrer la CEDEAO, ces échanges devraient connaître une forte expansion et l'effet multiplicateur sur l'ensemble de l'activité peut être assez significatif, selon le CMC. Mais, comme le note « Maroc Conjoncture », le positionnement compétitif du Maroc reste à construire selon que l'on considère les produits échangés ou les espaces sur lesquels ont lieu ces échanges.

« Maroc Conjoncture » souligne par ailleurs que la demande d'adhésion du Maroc à la CEDEAO entraîne des réactions diverses au sein des pays membres. Certains sont inquiets par l'« intrusion » d'un pays situé trop au Nord, d'autres y voient des avantages en termes de relations commerciales, d'expertise financière et d'échanges de compétences industrielles et agricoles...

La publication met l'accent sur le projet de gazoduc Nigéria-Maroc (6 000 km), vu comme un facteur d'intégration en Afrique de l'Ouest. Ce projet, qui interconnecterait des réseaux dans une quinzaine de pays de la région pour acheminer le gaz naturel depuis le Nigéria jusqu'au Maroc, est-il réaliste ? Pour « Maroc Conjoncture », il permettrait la création d'un marché intégré de l'électricité qui, on le sait, fait cruellement défaut en Afrique de l'Ouest.



Ils ont dit

« Trois points décident une entreprise à s'implanter quelque part : d'abord la taille du marché, ensuite la disponibilité des facteurs de production et enfin l'accès aux marchés. La CEDEAO réunit tous ces facteurs. Mais il demeure deux points faibles : la finalisation de l'harmonisation des tarifs douaniers, les infrastructures. » **Khaled Igue**, président du Club 3030 Afrique, directeur des partenariats publics, OCP International

« Les APE devaient encourager la coordination des politiques économiques avec l'établissement d'éventuelles politiques industrielles ou agricoles communes entre les Etats africains de la CEDEAO plus la Mauritanie. En 4 ans de négociations, il n'y a pas eu une seule proposition de coordination. » **Philippe Hugon**, professeur émérite des universités et directeur de recherches à l'IRIS

« Il faut bâtir un système juridique et avoir un socle de règles pour arriver à établir des échanges. (...) Ça évite des procédures judiciaires. Mais c'est lourd et coûteux d'où l'intérêt d'évoluer pour le rendre plus efficace et rapide. » **Saad Khalife**, notaire associé, Association du notariat francophone

« Puisque les réseaux d'Afrique de l'Ouest sont interconnectés, pourquoi les institutions comme la CEDEAO ne mettraient-elles pas en place une sorte de preneur de risque régional qui garantirait le paiement des investisseurs pour assurer une augmentation d'offre d'électricité ? » **Samuel Elong Ndamé**, co-fondateur d'AUSAR ENERGY

La BRVM, un modèle d'intégration boursière réussi



Edoh Kossi Amenounve
Directeur général
de la BRVM

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) contribue à la dynamique d'intégration régionale. Pour créer un marché financier profond et liquide, une plus grande implication du secteur privé et des collectivités locales est nécessaire.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), créée en 1996, constitue un exemple parfait d'intégration boursière avec un accès unique et équitable à tous les investissements pour tous les acteurs des 8 pays de l'UEMOA. A ce titre, elle participe au West African Capital Markets Integration Council (WACMIC), qui a pour projet d'intégrer les 5 bourses de la CEDEAO¹, et aux bourses pilotes de l'African Exchanges Linkage Project (AELP), initié par la Banque africaine de développement (BAD), qui prévoit l'interconnexion de plusieurs bourses d'Afrique².

Les avancées sur ces projets sont notables. Menés avec succès, ils créeront des marchés financiers plus profonds, plus liquides, plus larges, avec pour conséquences un accroissement des ressources disponibles, une meilleure visibilité pour les entreprises cotées et une plus grande diversité d'instruments. Ils impacteront ainsi directement l'essor de l'économie réelle en Afrique. Dans le

cadre du WACMIC, un West African Securities Market (WASM), permettra par exemple à la BRVM de passer d'environ 12Mds\$ de capitalisation (43 sociétés cotées, 21 sociétés de bourse) à un marché de près de 77 Mds\$ de capitalisation (2^e bourse africaine après celle de Johannesburg, plus de 273 sociétés cotées, 233 sociétés de bourse).

Accroître la liquidité

Pour parvenir à l'intégration régionale et continentale, il faut cependant préparer son marché au niveau individuel. Dans cet objectif, la BRVM a notamment diversifié la base d'investisseurs via la création de nouveaux marchés et produits tels que les Sukuk, dont elle est maintenant leader sur le continent, et créé un compartiment PME, qui devrait aboutir cette année. L'élargissement de la base d'investisseurs est un sujet que la Bourse travaille via des partenariats avec des fonds de Private Equity et le développement de l'investissement populaire (éducation financière du grand public, politique de fractionnement pour rendre les titres plus accessibles, appui aux clubs d'investissements, partenariat avec les grandes écoles, etc...).

La liquidité reste une problématique persistante sur les bourses africaines et une augmentation de l'offre et de la demande est nécessaire. En sus des investisseurs particuliers, les institutionnels tels que les caisses de retraite et groupes d'assurance peuvent avoir un impact fort sur la demande et la capacité d'absorption du marché notamment pour les sorties de fonds de Private Equity.

Une plus grande implication du secteur privé et des collectivités locales, qui lèveraient plus

Taxi CEDEAO

Le documentaire « Taxi CEDEAO », réalisé à la demande de la Communauté et projeté lors de la 3^e édition du festival « Une semaine Eurafrique au cinéma », dénonce les tracasseries exercées par les « PDG » ou Police-Douanes-Gendarmerie...

Faure Essozimna Gnassingbé, président du Togo et de la CEDEAO, a effectué le 8 juin dernier une visite surprise à la frontière Togo-Ghana pour voir les pratiques qui ont cours dans l'espace communautaire. « Il a voulu constater de ses propres yeux ce que nous avons eu à faire par caméra cachée dans le film Taxi CEDEAO », a déclaré Marcel de Souza. « Nous avons projeté ce film en décembre à tous les chefs d'Etat et montré que la corruption sur nos frontières, nos routes et nos corridors constitue le principal handicap pour la libre circulation des personnes et des marchandises dans notre zone »

(source : Togo Presse, 9.06.17).



de ressources sur le marché financier via des ouvertures de capital et des émissions de titres de dette, permettrait une augmentation de l'offre. En effet, les collectivités locales, en complément de leurs ressources propres et des dotations de l'Etat, peuvent se financer sur le marché, sans intermédiation, en émettant des obligations, à l'instar des villes de Durban, Johannesburg, Lagos et Douala. C'est une piste intéressante à explorer pour l'avenir.

Créer des « Projects Bonds »

Un autre projet contribuerait aussi à l'intégration régionale et au développement du continent : « les Project Bonds ». Les besoins en infrastructures de l'Afrique sont énormes et il est essentiel de les satisfaire pour assurer une croissance économique durable. Selon la Banque Mondiale, leur insuffisance réduit la croissance économique de 2% et la productivité des entreprises de 40% en Afrique sub-saharienne. Le projet de la CEDEAO de construire une autoroute reliant Abidjan à Lagos pourrait, par exemple, être financé à travers l'émission de « Project Bonds ».

Dans un monde de plus en plus concurrentiel, il en va de la survie de nos économies de faire le choix de l'intégration et ainsi unir nos forces pour avoir une voix qui compte sur l'échiquier international. La BRVM, en tant que modèle d'intégration boursière réussi, est la preuve que cela est possible.

¹ BRVM, Ghana Stock Exchange, Nigerian Stock Exchange, Sierra Leone Stock Exchange et Bolsa de Valores de Cabo Verde.

² Celles de Johannesburg, de l'Egypte, du Nigéria, de Casablanca, de Nairobi, de la BRVM et de l'île Maurice.

La BCEAO a une politique monétaire accommodante

Pour Ahmadou Al Aminou LO, la politique monétaire crée un environnement économique favorable au développement des économies de la zone, qui doivent engager en priorité des réformes structurelles¹. Extraits de son intervention.

Dans la zone UEMOA, la politique monétaire accommodante de la BCEAO a accompagné la croissance (6% en moyenne depuis 5 ans, 6,9% en 2016), en encourageant les Etats comme l'économie. En effet, l'article 8 de ses statuts indique que, sans préjudice de la stabilité des prix, elle peut apporter son concours aux politiques économiques de l'Union. En 10 ans, les refinancements et les injections de liquidités de la banque centrale sont ainsi passés de 200 à 5 000 mds FCFA. Le marché des titres publics, avec des émissions sous la supervision de la Banque centrale, a pu injecter 16 000 Mds FCFA en 5 ans. L'encours de la dette publique s'établit aujourd'hui à 8 000 Mds FCFA. Quant aux crédits à l'économie, ils ont été multipliés par trois en une dizaine d'années.

Dans la zone, l'Etat est le principal investisseur. Avec un taux directeur à 2,5%, les Etats ont pu lever des fonds sur le marché pour financer le développement. Ce taux, un des plus bas en Afrique, a été maintenu grâce à une bonne maîtrise de l'inflation. Des arguments sont avancés en faveur d'une inflation plus soutenue, à 8%, et la déflation est évoquée. Or, selon nos prévisions, le taux d'inflation est projeté à 1,7% fin 2018. L'inflation, c'est l'impôt du pauvre. En Afrique, on a rarement vu des pays engagés dans une spirale inflationniste renverser la tendance.



Ahmadou Al Aminou Lo
Directeur national de la BCEAO (Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest) pour le Sénégal

Le FCFA n'est pas surévalué

L'UEMOA a fait le pari d'un ancrage à une monnaie forte, l'euro, qui garantit une crédibilité mais réclame de la discipline budgétaire pour éviter le dérapage des comptes courants. Trois arguments plaident en faveur du régime de parité fixe dans nos économies en développement : la peur du flottement, l'intolérance à la dette et l'impossibilité de s'endetter en FCFA hors de la zone. Ces phénomènes font que la lucidité doit l'emporter sur l'émotion.

Certains parlent de surévaluation du FCFA : nous suivons le taux de change effectif réel chaque mois, aujourd'hui il est en-dessous du niveau post dévaluation ! Le FCFA n'est pas surévalué. La politique monétaire c'est de l'art, celui de pouvoir résister à la clameur populaire et de tenir compte de la capacité d'absorption des agents économiques. Au lendemain de la dévaluation, au Sénégal, les vendeurs d'œufs ont multiplié le prix du produit par deux du jour au lendemain !

Dans une interview à Jeune Afrique, Tiémoko Meyliet Koné, le gouverneur de la BCEAO, assure que l'institution fera ce que les économies demanderont. Or, aujourd'hui et à moyen terme, nos pays, qui sont de petites économies ouvertes, ont avant tout besoin de stabilité. La question de la parité n'est pas à l'ordre du jour mais plutôt celle des réformes structurelles que doivent mener nos Etats pour favoriser l'industrialisation. C'est seulement à ce prix que pourra s'ouvrir le débat sur la parité.

¹ Le débat sur la politique monétaire et le FCFA a été bien présent lors des Entretiens Eurafriens des 6 et 7 mars 2017. Dans le précédent numéro de La Lettre de février 2017, Kako Nubukpo et Bruno Tinel, co-auteurs de « Sortir l'Afrique de la servitude monétaire », ont fait part de leurs critiques à l'égard de la politique monétaire actuelle et du franc CFA. Kako Nubukpo a signé un article « Mon combat contre le FCFA » dans Financial Afrik, le 17.07.2017.



Un article à ne pas manquer

• Les Entretiens Eurafriens Pour un avenir partagé P. 56-57



Table ronde « Intégration régionale » animée par Kako Nubukpo. De gauche à droite : Edoh Kossi, Philippe Hugon, Kako Nubukpo, Philippe Herzog, Marcel de Souza, Khaled Igue, François Fall, Edoh Kossi Amenounve



Table ronde « Banques centrales » animée par Yves Boudot. De gauche à droite : Mamadou Lamine Diallo, Yves Boudot, Karim Zine-Eddine, Ahmadou Al Aminou Lo



Ils ont dit

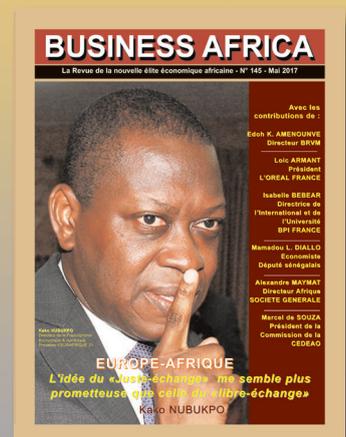
« Il faudra un jour quitter le franc CFA mais à quel moment ? Le pacte de stabilité et de convergence n'est pas respecté et nos économies ne sont pas convergentes (...) Diversifions d'abord les bases de notre économie et créons nos valeurs ajoutées (...) Il s'agit donc d'élaborer un programme, et dans 7 ou 10 ans viser cette rupture nécessaire avec le FCFA et se tourner vers le Naira, le Cedi et même les autres monnaies. »

Marcel De Souza, président de la Commission de la CEDEAO

« La monnaie constitue un élément important dans l'analyse du risque des investisseurs. Le franc CFA réduit cette perception du risque grâce à la faible inflation qui plafonne entre 1% et 1,5% pour l'année 2016 (...). Ceci s'inscrit dans un contexte où les acteurs ont pris conscience de la nécessité de mobiliser des financements pour l'Afrique. »

Karim Zine-Eddine, directeur des Etudes et des Relations avec l'Afrique, Paris Europlace

ABONNEZ-VOUS
A
BUSINESS AFRICA
LE MAGAZINE DE LA NOUVELLE
ELITE ECONOMIQUE AFRICAINE



Commandez le n°145 de mai 2017 entièrement consacré aux Entretiens Eurafriens de mars 2017 à Paris avec les contributions de nombreux intervenants.

Une politique monétaire plus active est nécessaire



Mamadou Lamine Diallo
Député à l'Assemblée
nationale du Sénégal

Pour Mamadou Lamine Diallo, la BCEAO doit s'impliquer dans les réformes structurelles des Etats pour lever les rigidités et sa politique monétaire doit évoluer.

Les réformes structurelles ne sont pas uniquement l'affaire des Etats ou de la BOAD (Banque ouest-africaine de développement) et la Banque centrale ne saurait se cantonner à la stabilité des prix. Sur ce dernier point, Kako Nubukpo a raison de poser ces questions : avec un taux d'inflation de 2% ne peut-on pas parler de déflation, et n'est-ce pas source de distorsions dans l'activité économique ? La Banque centrale affirme que la stabilité des prix est une bonne chose car à long terme elle favorise la croissance économique. Les résultats ne sont pas probants. En effet, la croissance ne fait que démarrer dans la zone, l'extrême pauvreté est massive, les jeunes n'ont pas d'emplois et l'économie informelle reste forte. La croissance est principalement soutenue par les investissements publics et la dette publique refinancée par la Banque centrale. Cette situation n'est pas stable et j'émet des réserves sur la pertinence de certains investissements publics. Il est à souligner que la politique de *quantitative easing* de la Banque centrale n'a pas poussé à la hausse de l'inflation sous-jacente de la zone. On le sait, l'inflation provient des prix des denrées alimentaires et du pétrole. La BCEAO et les Etats devraient œuvrer à la stabilisation de ces prix.

Les priorités

Des priorités se dégagent en termes de réformes structurelles. La Banque centrale a mis en place une initiative de refinancement



des banques pour les PME-PMI, cependant celles-ci pointent un problème de garantie. La BCEAO ne devrait-elle pas, avec une partie de ses bénéfices, abonder un fonds de garantie dédié aux PME/PMI ?

Un autre point important est l'urbanisation de l'Afrique : en 2050 l'Afrique comptera 2 milliards d'habitants dont 50% d'urbains. Selon l'économiste Paul Collier, la Banque centrale doit faire un effort spécial pour le financement de l'habitat et de sociétés immobilières. Cette proposition a deux avantages : elle contribue à améliorer les conditions de vie des populations pauvres et elle permet, avec des titres fonciers, d'obtenir des garanties bancaires et donc un approfondissement du secteur financier.

Enfin, des règles constitutionnelles devraient être définies pour gérer les revenus élevés issus de l'exploitation de ressources naturelles. Trois fonds pourraient être établis : pour les générations futures, pour le développement des infrastructures et pour la stabilisation budgétaire. Ces propositions devraient être débattues dès aujourd'hui avec la Banque centrale.

Favoriser l'émergence industrielle

Je ne suis pas favorable au « big bang »

monétaire en Afrique de l'Ouest soutenu par certains économistes. Il est imprudent de proposer aujourd'hui le démantèlement de l'UEMOA. Mais la politique monétaire de la Banque centrale doit cependant évoluer, notamment sur la fixité du taux de change. On ne participe pas au commerce mondial avec une monnaie forte lorsque la productivité globale des facteurs et la capacité d'innovation restent faibles.

La vraie question est celle d'une politique monétaire plus active pour favoriser l'émergence industrielle de la zone avec la création de chaînes de valeur ajoutée et d'emplois. Les entrepreneurs, les citoyens, jeunes innovateurs et financiers indiquent qu'il y a des mesures à prendre et l'interrogation est pertinente.



Ils ont dit

« Il n'y aura pas de big bang à propos des réformes ! Ce sont des processus à engager, dans un dialogue entre les Etats, les institutions régionales et les sociétés. Le plus surprenant, c'est que le dialogue a commencé, il existe. Il faut le rendre constructif »

Claude Fischer-Herzog, directrice des Entretiens Européens et Eurafriains

« Pour l'Afrique de l'Ouest, la valeur de sa monnaie va dépendre de la structure de ses échanges commerciaux. Dans un contexte où les partenaires ne sont pas uniquement européens, une référence type panier de monnaies deviendrait plus pertinente qu'une référence basée sur l'euro seul. Les problèmes de solidarités internes et de place dans le système commercial international conditionnent la bonne définition de la valeur de la monnaie ». Philippe Herzog, ancien député européen

« L'AGF est un fonds de garantie africain qui couvre la totalité de l'Afrique et gère 87 millions d'investissement (...) et 300 millions de dollars de prêts garantis (...). La garantie semble être un outil nouveau car jusqu'il y a deux ans les bailleurs internationaux ne la considéraient pas comme de l'APD contrairement à aujourd'hui. Le gros avantage de la garantie est qu'elle porte sur un concours en monnaie locale. »

Yves Boudot, conseiller du directeur général d'African Guarantee Fund (AGF)

FARAFIN KO, une cour entre deux mondes :



Le cinéma a sa place dans *Les Entretiens Eurafriains*. Il contribue à la découverte des peuples et nous aide à les connaître et à les aimer. Le lundi 6 mars, nous avons été heureux de projeter *Farafin KO*, un beau film anthropologique de **Chloé Aïcha BORO** et **Vincent SCHMITT**, sur les interrogations des jeunes Burkinabè, tiraillés entre les modes de vie occidentaux et leurs traditions... Le débat en présence des deux réalisateurs a été animé par **Jacques BOSCH**, conseiller culturel à ASCPE, vice-président d'EURAFRI-CLAP, l'association qui produit le festival *Une semaine Eurafriaine au cinéma*.

Voir le Supplément cinéma dans ce numéro.

Les collectivités territoriales participent à l'intégration régionale

Pour appuyer leur action en faveur du développement local, il faut créer un mécanisme de financement dédié, en s'inspirant des fonds structurels européens.

La plupart des pays africains se sont engagés, certains depuis longtemps, dans des politiques de décentralisation. La gouvernance locale en Afrique s'impose comme une donnée majeure des politiques économiques et sociales. Dans le même temps, le panafricanisme est une nécessité et doit privilégier l'intégration des espaces en termes d'infrastructures, de marchés, de flux migratoires et d'échanges.

Il y a donc deux mouvements concomitants et complémentaires à opérer : un mouvement supranational de volonté d'intégration sous régionale et régionale ; un mouvement vers le bas en direction des territoires sub-nationaux qui peuvent impulser le développement. Car l'Afrique doit aussi se construire à partir de ses territoires.

Des ressources faibles

Cependant, autant des moyens de financement existent pour les Etats, autant les mécanismes permettant aux territoires d'accéder à des fonds pour financer les investissements manquent énormément en Afrique.

Au Sénégal, par exemple, l'Acte 3 de la décentralisation entend favoriser la création de territoires viables, aptes à promouvoir le développement local. Il est aussi question d'une territorialisation des politiques publiques.

Or les collectivités locales sénégalaises

disposent de très peu de ressources. Outre une fiscalité locale faible dont le recouvrement est difficile, nos collectivités ne comptent, en l'état actuel, que sur les transferts de l'Etat sous la forme de fonds de dotation et d'équipement. Ces transferts, prélevés sur la TVA (ils sont passés de 3,5% à 5,5% de celle-ci), doivent être répartis entre les 590 collectivités locales et les agences nationales dédiées à la décentralisation.

Une réforme de la fiscalité locale est en cours pour accroître son rendement et des ouvertures sont faites vers la coopération décentralisée et les financements innovants, comme les partenariats public-privé et les recours aux marchés financiers.

Mais au-delà, les collectivités territoriales devraient pouvoir accéder, comme les Etats, à des financements à taux concessionnels émanant de la Banque mondiale, de l'Union européenne (UE), de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), voire même de l'UEMOA.

Etablir des fonds spécialisés

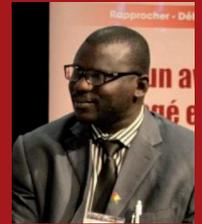
Des outils existent ou sont en préparation. Ainsi, l'UE fait des appels à projets pour les collectivités locales et la Banque mondiale va expérimenter des formules d'appui direct aux communes de plus de 30 000 habitants. La BAD intervient dans des projets territoriaux agréés par l'Etat, notamment dans l'assainissement et certaines infrastructures. Certains fonds spéciaux sont accessibles pour les collectivité



Il a dit

« L'intégration régionale est une bonne idée mais tout dépend de la manière dont est mise en œuvre la décentralisation au sein de chaque Etat. »

François Fall, maire de Ngohé, membre de l'Association des maires et du Haut conseil des collectivités territoriales du Sénégal.



tés territoriales, comme les fonds dits « verts » sur les questions environnementales et ceux destinés à la régulation des flux migratoires vers l'Europe. Aujourd'hui, il faudrait aller plus loin et définir les contours d'un mécanisme plus systématisé de financement des territoires, avec des fonds spécialisés et adaptés à nos réalités africaines, sans éluder la question de l'endettement, qui est un défi pour nos Etats. En Europe, des fonds structurels et des fonds de productivité existent. Nous devons nous en inspirer et plaider en faveur d'un mécanisme de financement dédié aux collectivités territoriales au sein de nos institutions régionales - l'UEMOA, la CEDEAO, la BAD, la BOAD, etc..., et en définissant des critères d'éligibilité souples et adaptés.



Yaya Mane
Conseiller spécial du président de l'Association des Maires du Sénégal



Les jeunes débattent

« En 2050, l'Afrique représentera le quart de la population mondiale et les jeunes 60% de la population du continent (...) Les jeunes Africains doivent pouvoir s'ouvrir au monde s'ils veulent évoluer » **Hermann Kouassi**, fondateur d'Incub'Ivoir, vice-président d'Eurafrique 21

« Même avec des financements et un projet mûr et porteur, les démarches administratives sont très lourdes. (...) Un an de négociation a été nécessaire avant de commencer l'activité. » **Aïssata Diakité**, fondatrice et directrice de Zabbaan Holding

« Avec l'explosion démographique, l'insertion des jeunes sur le marché du travail ne se fera pas que par le secteur public ou les grandes entreprises. Il y a un besoin de créer des entreprises. » **Fabrice Le Sache**, président d'AERA Group

« On ne peut pas financer l'entrepreneuriat avec la dette bancaire. Il faut du capital-risque en Afrique sub-saharienne, il en manque encore cruellement, notamment en Afrique de l'Ouest. » **Gilles Lecerf**, co-fondateur d'IROKO Project

« Nous formons des généralistes, or les entreprises ont besoin de scientifiques, de techniciens, de spécialistes. (...) Il faut changer la manière dont nous formons nos jeunes en Afrique. » **Nadia Mensah-Acogny**, co-fondatrice d'ACOSPHERE

« L'association Culture et Arts Premiers met en avant le rôle des médias dans la diffusion culturelle. La culture rassemble. Il est important de s'unir, les institutions doivent impérativement appuyer de telles démarches. »

Annick N'Guessan, directrice Afrique à OM5TV



Table ronde « Jeunes » animée par Hermann Kouassi
De gauche à droite : Gilles Lecerf, Hermann Kouassi, Annick N'Guessan, Nadia Mensah-Acogny, Aïssata Diakité, Fabrice Le Sache

L'Afrique peut se financer elle-même

La mobilisation de l'épargne africaine est un des principaux combats à mener. Les acteurs de l'écosystème financier doivent être à l'avant-garde de la réévaluation du risque entrepreneurial.

L'Afrique vit un paradoxe. Depuis le début des années 2000, le continent a connu une croissance soutenue qui a non seulement permis l'émergence d'une classe moyenne de salariés, d'entrepreneurs indépendants et de dirigeants de PME, mais aussi d'un secteur financier dynamique. Ainsi, en zone UEMOA, la collecte des dépôts a connu une progression de 17,5 % en 2015 pour atteindre 18 244 Mds FCFA. De même, les apports financiers extérieurs sur le continent ont presque doublé en dix ans, passant de 125,5 Mds \$ en moyenne sur la période 2004-2008 à 226,5 Mds \$ en 2016 (OCDE).

On a constaté le même dynamisme sur les marchés financiers. En 2000, le continent comptait une douzaine de bourses pour une capitalisation de 257 Mds \$. Aujourd'hui, les 23 bourses africaines affichent une capitalisation de plus de 1 000 Mds \$. Ces marchés sont essentiellement portés par l'épargne locale : 20% du PIB, un chiffre supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. En zone UEMOA, la BRVM a vu sa capitalisation doubler depuis décembre 2012 à près de 10 000 Mds FCFA (actions et obligations).



Ils ont dit

« La réforme du code Cima (Conférence interministérielle des marchés d'assurances) porte sur la recapitalisation des fonds des compagnies d'assurance. (...) L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale comptent 130 compagnies d'assurance mais la moitié d'entre elles risquent de disparaître. Elles auront le choix de grandir, de fusionner ou de fermer ! »

Benoît Fisse, directeur du Développement Europe/Afrique, GRAS SAVOYE

« Une grande partie de l'enjeu du développement de l'Afrique est dans ce tissu de Pme en train d'émerger. Mais ce secteur n'a pas accès aux cercles de décision, il ne constitue pas une force politique et syndicale. (...) Il faut systématiquement créer des cadres intégrés de politiques publiques favorables à ces Pme, des Small Business Act. » **Jean-Michel Severino**, président d'I&P

« BpiFrance a défini une méthodologie avec ses partenaires publics locaux pour mettre en place une approche différente de la cotation des risques. (...) L'objectif est de parvenir à un rating qui va plus loin que la simple notation financière. » **Daniel Demeulenaere**, directeur du pôle Afrique, BpiFrance

« Solidis, le fonds de garantie initié par des jeunes entrepreneurs malgaches, sécurise les bailleurs et les apporteurs de fonds. Il a acquis une crédibilité sur le marché bancaire local. » **Catherine Barbero**, directrice d'ABPCD

« Les fonds d'investissement sont nombreux à vouloir intervenir mais, sur le terrain, les projets « bancables » manquent. Les banques de développement restent des acteurs incontournables. » **Stéphane Woerther**, Managing Partner, Philae Advisory

Accompagner les PME

Pourtant, et c'est là le paradoxe, les patrons de PME que je rencontre font tous le même constat. Obtenir un prêt bancaire reste d'une extraordinaire difficulté pour des financements adaptés à la taille de leur société, leurs besoins et leur plan de développement. Les tickets oscillant entre une dizaine et quelques centaines de milliers d'euros sont peu pourvus par le marché bancaire classique. Bien qu'étant créateurs de valeur et pourvoyeurs d'emplois, ces acteurs de la transformation du continent se heurtent à un obstacle majeur qui pénalise leur développement : l'accès au financement. Les micro-entreprises peuvent s'adresser aux institutions de microfinance et les grandes entreprises ont accès aux banques « classiques ». Mais pour les PME de taille intermédiaire, qui représentent pourtant près de 90 % des sociétés privées du continent, le constat est implacable : en Afrique, les crédits au secteur privé représentent moins de 20 % du PIB, contre 255 % aux États-Unis. Seuls 6,4% des PME africaines ont accès au financement, soit un déficit estimé à plus de 140 Mds \$.

Banquier de carrière, c'est fort de ce constat que j'ai décidé de créer Cofina en 2009 qui a démarré ses activités en 2014. Notre objectif : proposer à ces PME, victimes du « chaînon manquant », un accompagnement dans leur financement pour leur permettre de développer leurs activités. Notre positionnement : la « mésofinance » (du grec « mesos » qui signifie « milieu »).



Jean-Luc Konan
Fondateur et Pdg de Cofina
Vice-président d'Eurafrique 21

L'apport de la diaspora

La démographie africaine va porter 450 millions de jeunes sur le marché du travail dans les trente prochaines années. Le rythme de la croissance africaine actuelle ne permet d'espérer que la création de 250 millions d'emplois. Il y a donc une nécessité impérieuse à faciliter la vie des entrepreneurs pour qu'ils deviennent des champions africains.

L'avenir du financement de l'activité économique me paraît enthousiasmant. Nous pouvons ainsi de plus en plus recourir à la mobilisation de l'épargne de la diaspora, notamment grâce à la digitalisation et au crowdfunding, même si l'impact de ce dernier est encore marginal. La manne de financement est colossale, les transferts de migrants étant presque deux fois supérieurs à l'aide publique au développement !

La capacité de l'Afrique à financer son propre développement ne doit pas être négligée, c'est même l'un des principaux combats que nous allons devoir mener : celui de la mobilisation de l'épargne africaine. L'Afrique peut se financer elle-même, tout est question d'estimation du risque entrepreneurial. Nous, les acteurs de l'écosystème financier, devons être à l'avant-garde de cette réévaluation du risque.



Table ronde « Filières industrielles » animée par Zallia Mantoro, secrétaire générale d'Eurafrique21

De gauche à droite : Zallia Mantoro, Samuel Elong Ndame, Bertrand Hanauer, Charlotte Libog, Issouf Traoré (voir son article en page 11) et Amadou Hama Maïga

Zallia Mantoro a insisté sur le rôle des femmes : « Si les femmes à travers le monde avaient accès à l'agriculture de la même façon que les hommes, elles pourraient faire augmenter la production au sein de

leur exploitation de 20 à 30% et accroître la production globale de 2,5 à 4%. Ces gains pourraient sauver 100 à 150 millions de personnes de la faim ». Pour **Charlotte Libog**, fondatrice d'Afrique Grenier du Monde, « L'Afrique est le continent le mieux doté en matière agricole, mais il reste le seul continent importateur net de denrées alimentaires. Il va falloir aller vers une protection minimale des marchés territoriaux pour promouvoir la production locale ».

Infrastructures : faciliter les projets en PPP



Pascal Grangereau
Chargé du suivi de la coopération régionale et des programmes d'appui aux PPP, Département Afrique, AFD*

Le niveau d'endettement des Etats conduit à explorer la piste des partenariats public-privé (PPP) mais des obstacles doivent être levés, en particulier pour l'apport de fonds propres.

En Afrique sub-saharienne, les besoins d'investissement en infrastructures sont considérables dans les secteurs des transports, de l'eau et de l'énergie où l'urgence est particulière en raison du très faible taux d'électrification (31% globalement, 14% en milieu rural).

Les infrastructures sont réalisées principalement grâce à des financements souverains sur le long terme (20 ans) et à un coût compétitif. Cependant, le niveau d'endettement des Etats les conduit à explorer la piste des PPP. Dans la plupart des pays de la zone franc, des projets en PPP ont déjà été réalisés mais avec des cadres juridiques et institutionnels très différents d'un pays à l'autre. Et le flux de projets « bancables » et matures est insuffisant au vu des ambitions affichées.

Une directive régionale

La France et la Banque mondiale (BM) se sont associées depuis quatre ans pour promouvoir les PPP dans ces pays. L'AFD anime l'initiative côté français. La France a notamment appuyé la commission de l'UEMOA dans la rédaction d'une directive régionale PPP qui devrait voir le jour courant 2017. Une Unité Régionale des PPP « URPPP » a été créée à la BOAD avec l'objectif d'appuyer les cellules PPP nationales et de porter les PPP régionaux.

Le financement des PPP en zone UEMOA passe en effet par l'établissement d'un cadre juridique harmonisé mais aussi par la levée d'obstacles pour faciliter l'action des promo-

teurs. La question de leur capacité à apporter les fonds propres nécessaires au développement des projets « Greenfield » en particulier se pose avec acuité. Cette capacité est limitée, en particulier en amont (faisabilité, études). Les instruments de dette ne suffisent pas toujours et l'offre de fonds propres demeure insuffisante. Les projets de taille moyenne ou petite sont peu couverts par les instruments existants, orientés vers des projets de très grande taille.

Pour améliorer la situation, l'AFD et le PPIAF (le Fonds de conseil en infrastructure publique et privée qui représente la Banque mondiale) lancent une nouvelle phase pour favoriser l'émergence de projets PPP dans l'UEMOA. Elle va se traduire par un appui institutionnel d'aide à la transposition de la prochaine directive régionale dans les Etats et à la préparation de projets.

Un nouvel outil financier

Par ailleurs, l'AFD et la CDC vont mettre conjointement en place un outil financier pour accompagner les projets d'infrastructures dans les pays en développement, en priorité et majoritairement ceux portés en Afrique par des acteurs économiques français.

Ce fonds infrastructures dédié de 600 millions d'euros aura pour objet des investissements en fonds propres. Additionnel par rapport à l'offre existante, il sera à la hauteur des besoins identifiés en volumes et permettra un partage des risques. Les secteurs de l'énergie et des transports pourraient représenter l'essentiel du portefeuille mais les autres secteurs d'infrastructures ne seront pas exclus. L'objectif du fonds est de permettre une intervention très en amont des projets, dès leur phase de développement et pour une période longue jusqu'à ce que le projet soit opérationnel.

**Les propos de cet article n'engagent que leur auteur.*



De gauche à droite : André-Franck Ahojo, Christian Combes, Michel Demarre, Pascal Grangereau



Ils ont dit

« Le succès de l'autoroute Dakar-Diamniado tient à plusieurs raisons : un cadre légal rassurant et adapté ; une préparation soignée sur la durée (2005-2013) ; une allocation des risques bien définie ; un acteur public dédié et motivé ; un partenaire privé expérimenté et le traitement des questions foncières en amont du projet. » **Christian Combes**, directeur Afrique, EIFFAGE Infrastructures, Gestion et Développement

« La phase de préparation du projet est fondamentale. La Banque asiatique de développement (BAD) est à l'origine d'une plateforme informatique de préparation de projets dénommée IISS (International Infrastructure Support System). » **Michel Demarre**, délégué général du SEFI, FNTP

« Le déficit d'infrastructures bride la croissance. Il constitue aussi une entrave aux prestations de biens et services publics de base pour les citoyens et un frein à l'expansion du commerce et à l'investissement productif en Afrique de l'Ouest. » **André-Franck Ahojo**, directeur adjoint des Entretiens Eurafricains

« L'arrivée de la concurrence des émergents, la Chine notamment, rebat les cartes (...). Le low-cost, on le bat par les idées d'ingénierie, de qualité, de durabilité, de soutenabilité. » **Bertrand Hanauer**, directeur du Développement Afrique, SATOM-SOGEA

« En Afrique de l'Ouest, il faut poursuivre et développer les initiatives et les investissements pour des projets de barrages transfrontaliers. » **Amadou Hama Maïga**, professeur et consultant en ingénierie et gestion de l'eau et de l'environnement

Le mobile révolutionne la banque

La Société Générale, groupe bancaire français le plus implanté en Afrique, transforme sa relation avec sa clientèle et vient lancer YUP, un nouveau modèle bancaire.

Le marché bancaire africain est aujourd'hui en forte croissance, mais aussi en rupture : après avoir reproduit le modèle européen, l'Afrique invente sa propre façon de consommer la banque. Ceci tient notamment à l'essor remarquable du mobile : en 2020, la moitié de la population africaine sera équipée d'un smartphone, soit 650 millions d'appareils.

Le mobile permet de répondre à deux défis qui freinent le développement de la bancarisation : la proximité des réseaux traditionnels, étant

trop chers et donc trop peu denses ; la familiarisation des populations à la dématérialisation des paiements.

L'arrivée des opérateurs téléphoniques sur le marché des paiements ou des transferts a créé une nouvelle concurrence pour les banques. Si fin 2016 seulement 2% de paiements se font via mobile money en Afrique de l'ouest, ce taux sera supérieur à 15% en 2021¹. Dans ce contexte, Société Générale adapte son modèle et développe de nouvelles offres. D'un côté, nous développons au bénéfice de nos clients une appli de mobile banking leur permettant de suivre régulièrement et facilement l'état de leurs comptes et l'ensemble de



Alexandre Maymat
Directeur délégué Afrique, Asie, Méditerranée Société Générale

leurs crédits et ainsi d'éviter tout endettement non désiré. Ils peuvent aussi paramétrer des alertes pour gérer de manière plus sécurisée leurs avoirs, réaliser rapidement et efficacement toute opération de transfert ou de virement, régler leurs factures de façon simple et

¹ Source : EFMA (European Financial Management Association)

rapide pour leurs principales dépenses quotidiennes (tv, électricité, eau, etc.), ou commander en ligne chèquiers, RIB, etc., sans avoir à se déplacer en agence. Car, en Afrique, les clients de banques peuvent habiter à des dizaines de km de l'agence la plus proche.

Un porte-monnaie électronique à tout faire

En parallèle, Société Générale propose un nouveau modèle bancaire, YUP, complémentaire de son offre de banque traditionnelle. YUP est un porte-monnaie électronique, utilisable quels que soient le type de téléphone et l'opérateur téléphonique. Il a été implanté dans 7 pays en deux ans. Disponible dans 8 000 points de vente, il concernera 1 million de clients d'ici 2020.

C'est une gamme complète de services transactionnels destinés aux particuliers et aux corporates, bancarisés ou non : dépôt / retrait de cash de son compte de monnaie électronique, approvisionnement du wallet depuis un compte bancaire pour les clients Société Générale, paiement de factures et recharge de crédit téléphonique, transfert d'argent domestique, paiement de masse (salaires, bourses, pensions, etc.), dématérialisation des paiements B2B pour les flux entre grossistes et détaillants, paiement marchand...

Dans un second temps, YUP permettra également le retrait ATM sans carte, des transferts régionaux et internationaux, des offres de micro-crédit.

YUP, c'est aussi un réseau d'agents (stations service, réseaux de boutiques, postes...), profondément ancrés dans leurs territoires, auprès desquels les clients font leurs opérations.

YUP, c'est enfin une coopération avec une start-up française, Tagpay, qui développe notre plateforme technique et met à la disposition des agents le terminal de paiement via lequel les opérations de nos clients se font, de manière extrêmement simple et assistée.



Table ronde « Biens communs » animée par Francis Sempore

De gauche à droite : Francis Sempore, Martine Benhaim, Sidy Diop, Alexandre Maymat, Bernard Yvetot et Saad Khalife

Bâtir des filières industrielles est une impérieuse nécessité



Issouf Traoré
Administrateur de FASOL (oléagineux) et d'ITAL-BRIK (bâtiment)

L'industrialisation de l'Afrique est urgente pour sa sécurité et celle de l'Europe, souligne Issouf Traoré, et il faut mettre en place des formations adaptées.

L'Afrique de l'Ouest souffre du manque d'infrastructures publiques et notre monnaie n'est pas tout à fait adaptée au développement actuel : si rien n'est fait, la région connaîtra des explosions sociales et des migrations massives des jeunes. L'industrialisation et une politique économique sont donc urgentes pour la sécurité de l'Afrique... et celle de l'Europe. En effet, sur les 10 premiers pays dont ils sont originaires, les 180 000 migrants africains qui viennent en Europe sont issus de 8 pays d'Afrique de l'Ouest. L'industrie est pourvoyeuse d'emploi et permettra de fixer les populations sur place.

Investir dans l'agro-alimentaire

Depuis quelques années, nous essayons de développer une filière oléagineuse au Burkina et au Mali. Le taux de cou-

verture des besoins alimentaires en zone CEDEAO et en Afrique centrale est de 70%. Le reste est importé. Pour l'alimentation du bétail, stratégique pour des pays supposés d'élevage, ce taux est à peine de 10%. Pourtant, celle-ci est un élément essentiel de la paix civile dans les campagnes. Une agriculture intensive aurait pu être lancée auparavant mais aujourd'hui l'intensité démographique est trop importante. Tous les ans au Sahel, des conflits éclatent entre les agriculteurs et les éleveurs pour des questions d'accès à la ressource !

Nous rencontrons de gros problèmes dans la mise en œuvre de notre activité, à cause d'incompréhensions avec les structures publiques. Des investissements publics massifs sont nécessaires pour asseoir ces filières oléagineuses, mutualiser les infrastructures de stockage et créer des centres de formation. Être un agriculteur est un métier, cela s'apprend et les Etats doivent s'engager en faveur de cette éducation. Il faut aussi que les agriculteurs aient accès à des semences adaptées à leur environnement. L'Afrique fait face à la concurrence du marché européen (notamment des produits français), très subventionné. Nous souhaiterions que tous les agriculteurs soient mis sur le même pied d'égalité.



Ils ont dit

« Quand on passe au numérique dans un établissement d'enseignement, il faut un ancrage institutionnel et l'engagement d'une équipe projet. » **Francis Sempore**, directeur des Relations internationales, 2i E, membre du bureau d'Eurafric 21

« Pour amener internet à toute la population (...) on est en discussion avec beaucoup d'acteurs pour trouver de nouvelles formes de co-investissement et de PPP, étendre les couvertures et désenclaver un certain nombre de territoires et de pays, apporter la connectivité et l'accès à internet à l'ultra rural. Il s'agit de rendre accessible à tous les services de santé et d'éducation. » **Bernard Yvetot**, vice-président Stratégie internationale, direction de la Stratégie et du Développement, Orange

« Les laboratoires d'innovation doivent être ouverts aux entreprises et à des expérimentateurs. Il y a un enjeu de transfert et de transformation numérique des entreprises. L'entrepreneuriat étudiant est très important. » **Martine Benhaim**, directrice du Développement des partenariats, EPF, Ecole d'ingénieur-E-S

« Il y a des fonds de service universel dans lesquels les opérateurs cotisent. Ce type de fonds est censé couvrir les investissements pour que les opérateurs aillent dans les zones non rentables. C'est fondamental pour l'accessibilité mais c'est assez décevant aujourd'hui. » **Sidy Diop**, directeur des services économiques Afrique, Deloitte

Développer l'habitat et l'efficacité énergétique

L'urbanisation représente 42% de la population dans la CEDEAO, mais le taux d'électrification de la zone est de 30% et la croissance démographique de 2,6% par an. Les besoins en énergie explosent, notamment pour la climatisation. La question de l'efficacité énergétique dans le bâtiment est donc très importante. Si on veut, en parallèle, doubler l'accès à l'énergie, les investissements sont colossaux. Or, ces problématiques ne sont absolument pas considérées par nos gouvernements. Il faut produire pour tous et maîtriser la consommation. La France a, par exemple, adopté des réglementations thermiques pour économiser l'énergie. Créée en 2005, mon entreprise, ITALBRIK, développe ainsi une technologie permettant d'industrialiser la fabrication de briques en latérite, un matériau économique et adapté pour réguler la température des habitations.

Les Africains doivent investir dans la culture

Les activités culturelles offrent des opportunités de développement que les acteurs publics et privés ont intérêt à identifier.

Il aura fallu attendre la période allant des années 1990, avec l'entrée de l'économie des arts et de la culture dans la littérature savante des sciences économiques, à l'année 2015 avec la publication du premier « Panorama mondial des industries culturelles et créatives »¹, pour réhabiliter pleinement la culture dans les discours et agendas économiques institutionnels.

La pensée économique dominante s'est longtemps détournée de la culture, et l'imaginaire du développement économique a consacré les cultures extra-occidentales comme autant de traditions incapacitantes au regard des nécessités du bien-être des peuples. Pourtant partout dans le monde, les goûts, les valeurs, les savoirs, le rapport au temps, à l'incertitude, etc. renvoient en grande partie à la culture, prescrivant des consommations, favorisant des héritages de savoir-faire.

Définir des plans stratégiques

En réalité, l'économie commence par la mobilisation intelligente des ressources internes, propres ou idiosyncrasiques des organisations : savoirs, savoir-faire endogènes, emprunts réappropriés, langues, valeurs, patrimoine, etc. La France a ainsi développé, à partir de ses savoirs traditionnels et de territoires aux caractéristiques spécifiques, ses industries du vin et du luxe mondialement réputées. L'Inde, jusqu'au 19^{ème} siècle, était le premier expor-

Le "Panorama mondial des industries créatives et culturelles" souligne le rôle économique important de la culture. Avec 2 250 Mds\$ de revenus en 2014, les industries culturelles pèsent plus lourd que les services de télécommunications. Selon l'étude, la publicité, l'architecture, le livre, les jeux vidéo, la musique, le cinéma, les journaux et les magazines, le spectacle vivant, la télévision et les arts visuels représentent 3 % du PIB mondial. Avec 29,5 millions de personnes employées dans le monde, le secteur est un plus grand employeur que celui de l'automobile en Europe, au Japon et aux États-Unis.

Message. Cet été aura été marqué par les attentats odieux qui frappent le monde et ont meurtri l'Europe avec le drame de Barcelone. L'Afrique n'est pas épargnée et nous souhaitons partager avec vous ce message que nous avons adressé à nos amis Burkinabè et Maliens au lendemain des actes terroristes qu'ils ont subis le dimanche et lundi 13 et 14 août derniers.

Nous avons appris avec tristesse et colère cette nouvelle attaque terroriste en plein centre de Ouagadougou. Nous y étions encore début juillet, et nous y retournerons. Plus que jamais, le dialogue, la rencontre, l'amitié entre les peuples doivent se construire et se développer, et avec Les Entretiens Eurafriens, nous y contribuerons. Une façon d'agir contre ces hommes qui veulent tuer les efforts des Burkinabè pour vivre pacifiquement et développer leur économie, et les assujettir à leurs règles totalitaires. Ils mènent une guerre lâche et meurtrière qui touche toute l'humanité, et la France et l'Europe ont un devoir d'aide et d'intervention. C'est notre « honneur » comme pourrait le dire notre président. Mais il ne suffira pas de belles paroles et de promesses. La difficulté à mobiliser 450 millions d'euros et organiser les troupes laisse le terrain et le temps aux terroristes qui savent les occuper comme en témoigne l'attentat perpétré le lundi soir au Mali par les djihadistes contre des agents travaillant pour la Mission des Nations unies. Il y a urgence. « On s'habitue à tout » dit la chanson, et le pire serait de banaliser ces actes terroristes avec lesquels, il est vrai, nous sommes bien obligés de vivre.

Paris le 15 août 2017, **Claude Fischer-Herzog**



Table ronde « Culture » animée par Philip Judith-Gozlin
De gauche à droite : Jean-Marie Barbe, Holly Aylett, Philip Judith-Gozlin, Martial Ze Belinga, Chloé Aïcha Boro, Nicolas Binctin

tateur de textiles dans le monde, grâce à ses savoirs traditionnels (tissus kilim, ...). Jusqu'au début des années 1980, la Chine était un exportateur important d'artisanat (sculptures, maroquinerie, ...).

Les pays dits émergents se dotent depuis une décennie de plans stratégiques ambitieux de promotion de leurs industries traditionnelles (pharmacopée, langues) et culturelles (cinéma, musique, jeux vidéo, numérique, édition, arts, ...). Quelques pays africains comme l'Afrique du Sud ont des plans stratégiques intégrés depuis la fin des années 1990. Sur une base plus privée, le cinéma nigérian Nollywood, parti de la vidéo amateur, est cité en exemple pour sa force de pénétration des marchés africains et internationaux.

Une production vampirisée

Il faut cependant relever une différence majeure dans la structure et les contenus de la production culturelle mondiale. Les pays en développement d'Afrique, faiblement industrialisés, sont dominés par le secteur de l'artisanat. Par ailleurs, de nombreuses Tpe, Pme, associations, entreprises non enregistrées forment l'essentiel des secteurs de la musique, des arts du spectacle, etc. Les filières des produits d'inférieur occupent une place importante dans les exportations, avec les percussions traditionnelles. Les textiles de « style » africain (pagens) battent des records de vente en Europe.

Mais cette économie internationale de la culture africaine est vampirisée par les imitations, le pillage au profit des fabricants asiatiques et de marques occidentales, faute de politiques stratégiques africaines efficaces. En améliorant l'information économique spé-



Ils ont dit

« Il serait judicieux d'œuvrer à la prise de conscience de l'importance de l'image pour développer l'ensemble des secteurs économiques d'Afrique de l'Ouest. » **Philip Judith-Gozlin**, réalisateur et producteur

« Il est important que les acteurs du secteur financier et bancaire commencent à regarder l'industrie du cinéma comme une activité qui peut être lucrative. Il y a un engouement, une demande du public. »

Chloé Aïcha Boro, écrivain et réalisatrice, marraine de la 3^{ème} édition du festival « Une semaine eurafricaine au cinéma » qui a eu lieu à Paris du 12 au 18 juin 2017

« La question de la gestion d'Internet est centrale (...) C'est un terrain de jeux totalement inégal, en faveur des sociétés transnationales, aussi bien en Europe qu'en Afrique. » **Holly Aylett**, vice-présidente de l'association des coalitions européennes pour la protection des auteurs et le financement des industries créatives

« En Afrique de l'Ouest, il y a un problème au niveau de la mise en œuvre du droit de la propriété intellectuelle et un décalage entre l'existence de la norme et son efficacité. » **Nicolas Binctin**, professeur à l'Université de Poitiers

« Il faut faire pression pour que l'UEMOA applique le principe selon lequel lorsqu'un Etat investit un euro pour financer des créations culturelles, l'UEMOA en investit deux. » **Jean-Marie Barbe**, créateur des Etats généraux du documentaire de Lussas

cialisée, en soutenant les secteurs culturels par une demande éducative émanant des pouvoirs publics (commandes) ou des agences de coopération, de nouveaux acteurs privés pourraient mieux identifier les opportunités des industries culturelles. Les programmes de renforcement des capacités productives, marketing, commerciales et de financement gagneraient également à innover dans les modes opérationnels et de financement.

Martial Ze Belinga
Economiste de la culture

¹ Publié par l'Unesco et la Cisac (qui fédère les sociétés de droit d'auteur dans 120 pays) en décembre 2015.

Directrice de publication :

Claude Fischer-Herzog

Rédactrice en chef : **Catherine Véglio**

Conception :

Publiée par **ASCPE**

4 rue Froidevaux, 75014 Paris.

Tél. : 00 33 (0)1 43 21 96 76

www.entretiens-europeens.org